

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1962-1963.

23 JUILLET 1963.

Projet de loi portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.

AMENDEMENTS PRESENTES
PAR LE GOUVERNEMENT.

I.

Remplacer les articles 9 à 12 par ce qui suit :

Article 9. — L'article 28 de la même loi, modifié par les lois du 15 avril 1958 et du est remplacé par la disposition suivante :

« Article 28. — § 1^{er}. Le Conseil d'Etat est composé de dix-huit membres, étant un premier président, un président, quatre présidents de chambre et douze conseillers d'Etat.

Il est assisté d'un premier avocat général et de sept avocats généraux.

§ 2. Le Conseil d'Etat comporte en outre :

1° un auditorat, comprenant dix-sept premiers auditeurs et dix-sept auditeurs;

2° un bureau de coordination comprenant trois premiers auditeurs et trois auditeurs;

3° un greffe, comprenant un greffier en chef et six greffiers ».

Article 9bis. — § 1^{er}. A l'article 30, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « membre du Conseil d'Etat ou assesseur de la section de législation » sont remplacés par les mots « membre du Conseil d'Etat, assesseur de la section de législation, premier avocat général ou avocat général ».

R. A 6464.

Voir :

Document du Sénat :

128 (Session de 1962-1963) : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1962-1963.

23 JULI 1963.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State.

AMENDEMENTEN VOORGEDRAGEN
DOOR DE REGERING.

I.

De artikelen 9 tot 12 te vervangen als volgt :

Artikel 9. — Artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1958 en van wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 28. — § 1. De Raad van State is samengesteld uit achttien leden die zijn een eerste voorzitter, een voorzitter, vier kamervoorzitters en twaalf staatsraden.

Hij wordt bijgestaan door een eerste advocaat-generaal en zeven advocaten-generaal.

§ 2. De Raad van State telt bovendien :

1° een auditoraat, samengesteld uit zeventien eerste auditeurs en zeventien auditeurs;

2° een coördinatiebureau, samengesteld uit drie eerste auditeurs en drie auditeurs;

3° een greffie, samengesteld uit een hoofdgriffier en zes griffiers ».

Artikel 9bis. — § 1. In artikel 30, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « lid van de Raad van State of bijzitter van de afdeling wetgeving » vervangen door de woorden « lid van de Raad van State, assessor van de afdeling wetgeving, eerste advocaat-generaal of advocaat-generaal ».

R. A 6464.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

128 (Zitting 1962-1963) : Ontwerp van wet.

§ 2. Le même article est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« Les membres du Conseil d'Etat sont, pour les deux tiers au moins de leur nombre, nommés parmi les premiers auditeurs. Il en est de même pour le premier avocat général et les avocats généraux, comptés ensemble ».

Article 10. — L'article 31 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958 et par la loi du 8 février 1962, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 31. — § 1^{er}. Nul ne peut être nommé auditeur s'il n'a vingt-cinq ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

» Les auditeurs sont nommés par le Roi sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury.

» Le jury doit comprendre au moins un membre du Conseil d'Etat, le premier avocat général ou un avocat général désigné par lui, et une personne étrangère à l'institution.

» § 2. Les premiers auditeurs sont choisis parmi les auditeurs qui ont exercé effectivement leurs fonctions pendant cinq ans au moins.

» Les premiers auditeurs sont nommés par le Roi sur deux listes de deux candidats présentées. L'une par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, et l'autre par le premier avocat général.

» § 3. Les premiers auditeurs et les auditeurs peuvent être révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.

» § 4. Les premiers auditeurs et auditeurs affectés à l'auditorat peuvent être nommés, dans le même grade, au bureau de coordination, sur proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et du premier avocat général.

» De même, les premiers auditeurs et auditeurs affectés au bureau de coordination peuvent être nommés, dans le même grade, à l'auditorat, sur proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et du premier avocat général.

» Pour les nominations prévues par le présent paragraphe, il n'est pas procédé aux concours ou présentations prévus par le § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et par le § 2, alinéa 2, du présent article ».

Article 11. — L'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. — § 1^{er}. Nul ne peut être nommé greffier s'il n'a vingt-cinq ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

» Les greffiers sont nommés par le Roi sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury.

§ 2. Aan hetzelfde artikel wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De leden van de Raad van State worden, voor minstens de twee derden van hun aantal, benoemd onder de eerste auditeurs. Dit geldt eveneens voor de eerste advocaat-generaal en de advocaten-generaal samen ».

Artikel 10. — Artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958 en bij de wet van 8 februari 1962, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 31. — § 1. Niemand kan tot auditeur worden benoemd tenzij hij volle vijftientwintig jaar oud en doctor in de rechten is.

» De auditeurs worden door de Koning benoemd uit een lijst met vermelding van de orde van hun rangschikking in een vergelijkend examen, waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissie aanstelt.

» De examencommissie moet bestaan uit ten minste één lid van de Raad van State, de eerste advocaat-generaal of een door hem aangewezen advocaat-generaal en een persoon die niet tot de instelling behoort.

» § 2. De eerste auditeurs worden gekozen uit de auditeurs die ten minste vijf jaar hun ambt werkelijk hebben uitgeoefend.

» De eerste auditeurs worden door de Koning benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten, waarvan de ene door de algemene vergadering van de Raad van State, de andere door de eerste advocaat-generaal wordt voorgedragen.

» § 3. De eerste auditeurs en de auditeurs kunnen door de Koning worden ontslagen, de Raad van State gehoord.

» § 4. De eerste auditeurs en auditeurs verbonden aan het auditoraat, kunnen in dezelfde graad bij het coördinatiebureau worden benoemd op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State en van de eerste advocaat-generaal.

» Zo ook kunnen de eerste auditeurs en auditeurs verbonden aan het coördinatiebureau in dezelfde graad bij het auditoraat worden benoemd op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State en van de eerste advocaat-generaal.

» Voor de benoemingen waarvan sprake in deze paragraaf wordt niet overgegaan tot de vergelijkende examens of de voordrachten bedoeld in § 1, leden 2 en 3, en in § 2, lid 2, van dit artikel ».

Artikel 11. — Artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 32. — § 1. Niemand kan tot griffier worden benoemd tenzij hij volle vijftientwintig jaar oud en doctor in de rechten is.

» De griffiers worden door de Koning benoemd uit een lijst met vermelding van hun rangschikking in een vergelijkend examen, waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissie samenstelt.

» Sur proposition de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, il peut également être pourvu à une place de greffier par la nomination d'un des lauréats d'un concours organisé depuis moins de deux ans pour le recrutement d'auditeurs. Il est fait appel à ces lauréats dans l'ordre de leur classement.

» § 2. Le greffier en chef est choisi parmi les premiers auditeurs, les auditeurs ou les greffiers qui ont exercé effectivement leurs fonctions pendant cinq ans au moins.

» Le greffier en chef est nommé par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.

» § 3. Le greffier en chef et les greffiers peuvent être révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat entendu ».

Article 12. — Les modifications suivantes sont apportées à l'article 33 de la même loi, modifié par les lois du 15 avril 1958, du 8 février 1962 et du :

A. Le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les présidents de chambre, d'une part, et les conseillers d'Etat, d'autre part, doivent, pour la moitié de leur nombre, justifier par leur diplôme qu'ils ont subi l'examen de docteur en droit en langue néerlandaise, l'autre moitié devant, de la même manière, justifier avoir subi cet examen en langue française. Il en est de même des assesseurs, du premier avocat général et des avocats généraux comptés ensemble, des premiers auditeurs, des auditeurs et des greffiers. S'il est prévu pour une de ces catégories un nombre impair d'emplois, un titulaire de cette catégorie ne sera pas compté pour l'application de la présente disposition. Dans les nominations de membres du bureau de coordination, il est observé un juste équilibre au point de vue linguistique ».

B. Le § 2, alinéa 2, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Un président de chambre et trois conseillers au moins, le premier avocat général, au moins deux avocats généraux, cinq premiers auditeurs et cinq auditeurs, le greffier en chef et au moins deux greffiers doivent justifier de la connaissance de la langue nationale autre que celle de leur diplôme ».

C. Au § 3, le mot « conseiller » est remplacé par les mots « membre du Conseil d'Etat » et les mots « un greffier ou greffier adjoint » par les mots « un membre du greffe ».

II.

Insérer un article 13bis, libellé comme suit :

Article 13bis. — Il est introduit dans la même loi un article 35bis, libellé comme suit :

« Article 35bis. — § 1^{er}. Le premier avocat général et les avocats généraux sont nommés par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.

» Op voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State kan een ambt van griffier ook worden begeven door benoeming van een van de geslaagden van een sedert minder dan twee jaar georganiseerd vergelijkend examen voor werving van auditeurs. Op die geslaagden wordt een beroep gedaan in de orde van hun rangschikking.

§ 2. De hoofdgriffier wordt gekozen uit de eerste auditeurs, auditeurs of griffiers die ten minste vijf jaar hun ambt werkelijk hebben uitgeoefend.

» De hoofdgriffier wordt door de Koning benoemd, de Raad van State gehoord.

» § 3. De hoofdgriffier en de griffiers kunnen door de Koning worden ontslagen, de Raad van State gehoord ».

Artikel 12. — In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1958, van 8 februari 1962 en van, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. § 1, tweede lid, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De kamervoorzitters enerzijds en de staatsraden anderzijds moeten aan de hand van hun diploma bewijzen, de ene helft dat zij het examen van doctor in de rechten in het Nederlands, de andere helft dat zij dat examen in het Frans hebben afgelegd. Hetzelfde geldt voor de assessoren, voor de eerste advocaat-generaal en de advocaten-generaal samen, voor de eerste auditeurs, voor de auditeurs en voor de griffiers. Is er voor één van die categorieën een oneven aantal betrekkingen vastgesteld, dan wordt een ambtsdrager uit die categorie voor de toepassing van deze bepaling niet medegerekend. Bij het benoemen van leden van het coördinatiebureau wordt een billijk taalevenwicht in acht genomen ».

B. § 2, tweede lid, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Een kamervoorzitter en ten minste drie staatsraden, de eerste advocaat-generaal, ten minste twee advocaten-generaal, vijf eerste auditeurs en vijf auditeurs, de hoofdgriffier en ten minste twee griffiers dienen het bewijs te leveren dat zij de andere landstaal dan die van hun diploma machtig zijn ».

C. In § 3 wordt het woord « raadsheer » vervangen door de woorden « lid van de Raad van State » en de woorden « een greffier of adjunct-griffier » door de woorden « een lid van de griffie ».

II.

Een artikel 13bis in te voegen, luidende :

Artikel 13bis. — In dezelfde wet wordt een artikel 35bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Artikel 35bis. — § 1. De eerste advocaat-generaal en de advocaten-generaal worden benoemd door de Koning, de Raad van State gehoord.

» § 2. Le premier avocat général et les avocats généraux peuvent être révoqués par le Roi, sur avis conforme du Conseil d'Etat, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres ».

III.

Remplacer les articles 14 et 15 par ce qui suit :

Article 14. — L'article 36 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 36. — § 1^{er}. Le premier avocat général et les avocats généraux ont pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires soumises à la section d'administration, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission.

» S'il y a lieu, ils font part à la section de législation des observations qu'ils estiment devoir faire à propos de l'examen des projets, propositions ou amendements soumis à celle-ci.

» § 2. Le premier avocat général répartit les affaires entre les avocats généraux.

» Avec la participation de ceux-ci, il surveille les travaux des premiers auditeurs et auditeurs.

» § 3. Les premiers auditeurs et auditeurs participent à l'instruction dans les deux sections. Ils peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la section d'administration.

» Si les besoins du service le requièrent, ils peuvent être chargés d'assister ou de représenter le premier avocat général ou les avocats généraux dans l'exercice des fonctions de ceux-ci auprès de chacune des sections.

» § 4. Les premiers auditeurs et auditeurs affectés au bureau de coordination ont notamment pour mission de coordonner les lois, les arrêtés royaux organiques et les divers textes réglementaires généraux en vigueur en Belgique, de conserver et de tenir à jour la documentation relative à la jurisprudence du Conseil d'Etat.

» La documentation réunie par ce bureau est tenue à la disposition des deux sections du Conseil d'Etat. »

Article 15. — L'article 38, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Le président, les présidents de chambre, les conseillers, les assesseurs de la section de législation, le premier avocat général, les avocats généraux, les premiers auditeurs, les auditeurs, le greffier en chef et les greffiers prêtent ce serment entre les mains du premier président ».

» § 2. De eerste advocaat-generaal en de advocaten-generaal kunnen door de Koning worden ontslagen, op eensluidend advies van de Raad van State, die beslist met een twee derde meerderheid ».

III.

De artikelen 14 en 15 vervangen door wat volgt :

Artikel 14. — Artikel 36 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 36. — § 1. De eerste advocaat-generaal en de advocaten-generaal hebben tot taak, in het openbaar, in volkomen onpartijdigheid en onafhankelijkheid, met redenen omklede conclusies te nemen over de zaken ingeleid bij de afdeling administratie, ten einde deze in de uitoefening van haar taak ter zijde te staan.

» Indien nodig geven zij aan de afdeling wetgeving kennis van de opmerkingen die zij menen te moeten maken naar aanleiding van het onderzoek van de ontwerpen, voorstellen en amendementen, aan die afdeling overgelegd.

» § 2. De eerste advocaat-generaal verdeelt de zaken onder de advocaten-generaal.

» Hij oefent, met dezer medewerking, toezicht uit over de werkzaamheden van de eerste auditeurs en auditeurs.

» § 3. De eerste auditeurs en auditeurs nemen in beide afdelingen deel aan het onderzoek. Zij kunnen worden belast met de onderzoeksverrichtingen waar-toe de afdeling administratie heeft besloten.

» Indien de behoeften van de dienst het vereisen, kunnen zij ermede belast worden, de eerste advocaat-generaal of de advocaten-generaal bij te staan of te vertegenwoordigen in de uitoefening van hun taken bij elke afdeling.

» § 4. De eerste auditeurs en auditeurs verbonden aan het coördinatiebureau hebben onder meer tot taak, de wetten, de organieke koninklijke besluiten en de diverse algemene verordenende teksten, die in België van kracht zijn, te coördineren en de documentatie betreffende de rechtspraak van de Raad van State te bewaren en bij te houden.

» De door het bureau bijeengebrachte documentatie wordt ter beschikking van de twee afdelingen van de Raad van State gehouden ».

Artikel 15. — Artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De voorzitter, de kamervoorzitters, de staatsraden, de assessoren van de afdeling wetgeving, de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de hoofdgriffier en de griffiers leggen die eed af in de handen van de eerste voorzitter ».

Article 15bis. — L'article 40, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

« Le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Etat est arrêté par l'assemblée générale sous l'approbation du Roi ».

IV.

Remplacer les articles 17 à 19 par ce qui suit :

Article 17. — L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. — Un arrêté royal prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat.

» Le Roi règle la préséance et les honneurs ».

Article 18. — L'article 43 de la même loi, modifié par les lois du 15 avril 1958 et du est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 43. — La section de législation est composée de six membres du Conseil d'Etat, désignés par le premier président pour un terme de trois ans, et des assesseurs visés à l'article 29. Elle comprend le premier président ou le président du Conseil d'Etat, un président de chambre et quatre conseillers. Deux des membres du Conseil d'Etat doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales, deux autres de la connaissance de la langue française et deux autres de la connaissance de la langue néerlandaise. Le premier président désigne également pour un terme de trois ans, et pour suppléer les titulaires en cas d'empêchement, deux membres du Conseil d'Etat justifiant de la connaissance des deux langues nationales, deux autres justifiant de la connaissance de la langue française et deux autres justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise.

» Le renouvellement des membres désignés pour la section de législation se fait annuellement par tiers, selon les modalités déterminées par le Roi.

» Les membres du Conseil d'Etat désignés pour faire partie de la section d'administration peuvent être appelés à siéger dans la section de législation chaque fois qu'il y a lieu, soit pour suppléer un membre de l'une des deux chambres en cas d'empêchement de celui-ci, soit pour constituer des chambres de complément ».

Article 19. — Les modifications suivantes sont apportées à l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du

A. L'alinéa 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une des chambres est présidée par le premier président ou le président du Conseil d'Etat, l'autre par le président de chambre désigné pour faire partie de la section de législation. A leur défaut, la présidence est exercée par le plus ancien membre présent du Conseil d'Etat ».

Artikel 15bis. — Artikel 40, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 15 april 1958, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het reglement van inwendige orde van de Raad van State wordt vastgesteld door de algemene vergadering, mits goedkeuring van de Koning ».

IV.

De artikelen 17 tot 19 te vervangen als volgt :

Artikel 17. — Artikel 42 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 42. — Een koninklijk besluit bepaalt de ambtskledij die de ambtsdragers van de Raad van State op terechtzittingen en bij officiële plechtigheden dragen.

» De Koning regelt voorrang en eerbewijzen ».

Artikel 18. — Artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1958 en van wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 43. — De afdeling wetgeving is samengesteld uit zes leden van de Raad van State, door de eerste voorzitter aangewezen voor een termijn van drie jaar, en uit assessoren bedoeld in artikel 29. De eerste voorzitter of de voorzitter van de Raad van State, een kamervoorzitter en vier staatsraden maken er deel van uit. Twee leden van de Raad van State moeten bewijzen dat zij beide landstalen, twee andere dat zij het Nederlands, en twee andere dat zij het Frans machtig zijn. De eerste voorzitter wijst ook, voor een termijn van drie jaar, en opdat zij verhinderde titularissen kunnen vervangen, twee leden van de Raad van State aan die beide landstalen, twee andere die het Nederlands en twee andere die het Frans bewijzen machtig te zijn.

» Elk jaar wordt een derde van de voor de afdeling wetgeving aangewezen leden vervangen op de door de Koning bepaalde wijze.

» De leden van de Raad van State die aangewezen zijn om van de afdeling administratie deel uit te maken, kunnen worden opgeroepen om in de afdeling wetgeving zitting te nemen telkens als daartoe aanleiding bestaat, hetzij om een verhinderd lid van een van beide kamers te vervangen, hetzij om aanvullende kamers te vormen ».

Artikel 19. — In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. Het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Een kamer wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of de voorzitter van de Raad van State, de andere door de kamervoorzitter die aangewezen is om van de afdeling wetgeving deel uit te maken. Bij hun ontstentenis wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudstbenoemde aanwezige lid van de Raad van State ».

B. A l'alinéa 5, les mots « et à l'article 3bis », sont insérés après les mots « article 2 ».

C. L'article est complété par un alinéa 6, rédigé comme suit :

« Le premier président peut constituer des chambres de complément si le nombre des affaires à traiter le réclame ».

V.

Remplacer l'article 21 par ce qui suit :

Article 21. — L'article 47, § 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du est remplacé par la disposition suivante :

« La section d'administration comprend les premier président ou président, présidents de chambre et conseillers qui n'ont pas été désignés pour faire partie de la section de législation. »

VI.

Insérer un article 22bis, rédigé comme suit :

Article 22bis. — L'article 50, alinéa 1^{er}, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« La loi fixe les traitements, majorations et indemnités alloués aux membres du Conseil d'Etat, au premier avocat général et aux avocats généraux, aux premiers auditeurs et auditeurs, au greffier en chef et aux greffiers, ainsi que les indemnités des assesseurs de la section de législation ».

VII.

Remplacer les articles 24 et 25 par ce qui suit :

Article 24. — Un article 52bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 52bis. — Le premier avocat général, les avocats généraux, les premiers auditeurs, les auditeurs, le greffier en chef sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-dix ans.

» Les articles 9, 10, 11, 14 et 15 de la loi du 25 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats leur sont applicables.

» Pour le calcul des pensions prévues par le présent article, il est tenu compte des périodes durant lesquelles le titulaire d'une des fonctions énumérées à l'alinéa 1^{er}, a été détaché ou a été mis en congé pour cause de mission à condition que l'intéressé ait, pendant ces périodes, presté des services rétribués par le Trésor public ou exercé des fonctions de caractère juridictionnel ».

B. In het vijfde lid worden de woorden « en in artikel 3bis » ingevoegd na de woorden « artikel 2 ».

C. Het artikel wordt aangevuld met een 6^o lid, luidende als volgt :

« De eerste voorzitter kan aanvullende kamers samenstellen indien het aantal te behandelen zaken dit vereist ».

V.

Artikel 21 te vervangen als volgt :

Artikel 21. — Artikel 47, § 4, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De afdeling administratie bestaat uit de eerste voorzitter of voorzitter, de kamervoorzitters en staatsraden, die niet zijn aangewezen om deel uit te maken van de afdeling wetgeving ».

VI.

Een artikel 22bis in te voegen, luidende :

Artikel 22bis. — Artikel 50, eerste lid, van dezelfde wet, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Bij wet worden vastgesteld de bezoldigingen, vergoedingen en vergoedingen toegekend aan de leden van de Raad van State, de eerste advocaat-generaal en advocaten-generaal, de eerste auditeurs en auditeurs, de hoofdgriffier en de griffiers, evenals de vergoedingen voor de assessoren van de afdeling wetgeving ».

VII.

De artikelen 24 en 25 te vervangen als volgt :

Artikel 24. — In dezelfde wet wordt een artikel 52bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 52bis. — De eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs en de hoofdgriffier worden in ruste gesteld wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkigheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behoren te vervullen of wanneer zij volle zeventig jaar oud zijn.

» De artikelen 9, 10, 11, 14 en 15 van de wet van 25 juli 1867 betreffende de inruststelling van de magistraten zijn op hen van toepassing.

» Voor de berekening der pensioenen bedoeld in dit artikel wordt rekening gehouden met de periodes waarin de titularis van een van de in het eerste lid genoemde ambten gedetacheerd of met verlof wegens opdracht is geweest, op voorwaarde dat betrokkene gedurende die periodes door de Openbare Schatkist bezoldigde diensten heeft gepresteerd of ambten van rechterlijke aard heeft vervuld ».

Article 25. — Un article 52^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 52^{ter}. — Lorsque le premier avocat général, un avocat général, un premier auditeur ou auditeur, ou le greffier en chef est, après avoir été nommé membre du Conseil d'Etat, mis à la retraite après moins de dix années de fonctions en cette dernière qualité, les articles 10, alinéa 2, et 11 de la loi du 25 juillet 1867 lui restent applicables pour la prise en considération, conformément à l'article 52 de la présente loi, des années pendant lesquelles il a exercé les fonctions de premier avocat général, d'avocat général, de premier auditeur ou d'auditeur, ou de greffier en chef ».

VIII.

Remplacer l'article 27, B, par ce qui suit :

« B. L'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante, qui formera le § 2 :

« § 2. Les dispositions du § 1^{er} s'appliquent au premier avocat général, aux avocats généraux, aux membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe. Toutefois, le Roi ne peut les autoriser à exercer des fonctions dans l'enseignement supérieur que si ces fonctions ne comprennent pas plus de quatre heures de cours par semaine et si ces cours ne sont pas répartis sur plus de deux demi-journées par semaine ».

IX.

A l'article 28, remplacer comme suit le § 2, alinéa 1^{er}, le § 3 et le § 5 du nouvel article 54^{bis} :

A. § 2, alinéa 1^{er} :

« Sous réserve des incompatibilités particulières établies par l'article 54, le premier avocat général, les avocats généraux, les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe peuvent, de leur consentement, être chargés par le Roi d'accomplir des missions ou d'exercer des fonctions auprès d'institutions nationales ».

B. § 3 :

« § 3. Toutes les décisions et autorisations prévues par les §§ 1^{er} et 2 sont prises sur avis conforme de l'assemblée générale du Conseil d'Etat si elles concernent un membre du Conseil d'Etat, le premier avocat général ou un avocat général; sur avis conforme du premier président et du premier avocat général si elles concernent un membre de l'auditorat ou du bureau de coordination; sur avis conforme du premier président et du greffier en chef si elles concernent un greffier ».

C. § 5 :

« § 5. Les membres du Conseil d'Etat en congé pour cause de mission et le premier avocat général, les avocats généraux, les membres de l'auditorat, du bureau

Artikel 25. — In dezelfde wet wordt een artikel 52^{ter} ingevoegd, luidende als volgt :

« Artikel 52^{bis}. — Wanneer de eerste advocaat-generaal, een advocaat-generaal, een eerste auditeur of auditeur of de hoofdgriffier tot lid van de Raad van State is benoemd en als zodanig na minder dan tien jaar dienst in ruste wordt gesteld, blijven de artikelen 10, tweede lid, en 11 van de wet van 25 juli 1867 op hem van toepassing voor de inaanmerkingneming, overeenkomstig artikel 52 van deze wet, van de jaren waarin hij het ambt van eerste advocaat-generaal, van advocaat-generaal, van eerste auditeur of auditeur of van hoofdgriffier heeft uitgeoefend ».

VIII.

Artikel 27, B, te vervangen als volgt :

« B. Het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling, die § 2 vormt :

« § 2. De bepalingen van § 1 zijn van toepassing op de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie. De Koning kan hun echter slechts in zover vergunning tot het uitoefenen van ambten in het hoger onderwijs geven, als die ambten niet meer dan vier lesuren en niet meer dan twee halve dagen per week beslaan ».

IX.

In artikel 28, §§ 2, eerste lid, 3 en 5 van het nieuwe artikel 54^{bis}, te vervangen als volgt :

A. § 2, eerste lid :

« Onverminderd de in artikel 54 gestelde bijzondere onverenigbaarheidsregelen, kunnen de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die daarin toestemmen, door de Koning worden belast met opdrachten of ambten bij nationale instellingen ».

B. § 3 :

« § 3. Alle beslissingen en machtigingen als bedoeld in de §§ 1 en 2 worden vastgesteld op eensluidend advies van de algemene vergadering van de Raad van State indien zij een lid van de Raad van State, de eerste advocaat-generaal of een advocaat-generaal betreffen; op eensluidend advies van de eerste-voorzitter en van de eerste advocaat-generaal indien zij een lid van het auditoraat of van het coördinatiebureau betreffen; op eensluidend advies van de eerste-voorzitter en van de hoofdgriffier indien zij een griffier betreffen ».

C. § 5 :

« § 5. De leden van de Raad van State die met verlof zijn wegens opdracht en de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie ».

de coordination et du greffe détachés conservent leur place sur la liste de rang. Au cours de leur congé ou de leur détachement, ils peuvent être nommés à d'autres fonctions au Conseil d'Etat ».

X.

A l'article 29, remplacer le premier alinéa du nouvel article 54^{ter} par ce qui suit :

« Les membres du Conseil d'Etat en congé pour cause de mission ainsi que le premier avocat général, les avocats généraux, les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe qui sont détachés peuvent être remplacés nonobstant le nombre de places fixé par l'article 28, sans qu'il puisse toutefois y avoir au-delà de ce nombre, plus de deux conseillers d'Etat, plus d'un avocat général, plus de quatre premiers auditeurs ou auditeurs comptés ensemble, et plus d'un greffier ».

XI.

Remplacer l'article 31 par ce qui suit :

« Article 31. — A l'article 57 de la même loi modifiée par la loi du 15 avril 1958, les mots « et de l'auditorat » sont remplacés par les mots « le premier avocat général et les avocats généraux, les membres de l'auditorat et ceux du bureau de coordination ».

XII.

Remplacer l'article 32 par ce qui suit :

Article 32. — L'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. — § 1. Les traitements du premier président, du président, des présidents de chambre, des conseillers d'Etat, du premier avocat général, des avocats généraux, des premiers auditeurs, des auditeurs, du greffier en chef et des greffiers du Conseil d'Etat, sont fixés comme suit :

Premier président	386.000 F
Président	376.000 F
Présidents de chambre	336.000 F
Conseillers	304.000 F
Premier avocat général	359.000 F
Avocats généraux	304.000 F
Premiers auditeurs	256.000 F
Auditeurs	193.000 F
Greffier en chef	256.000 F
Greffiers	153.000 F

» § 2. Lorsqu'un membre du Conseil des Mines est attaché au Conseil d'Etat au titre d'assesseur minier, son traitement est fixé à 188.000 francs ».

dinatiebureau en griffie die gedetacheerd zijn, behouden hun plaats op de ranglijst. Tijdens hun verlof of hun detachering kunnen zij in andere ambten bij de Raad van State worden benoemd ».

X.

In artikel 29, het eerste lid van het nieuwe artikel 54^{ter} te vervangen als volgt :

« De leden van de Raad van State die met verlof zijn wegens opdracht, en de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die gedetacheerd zijn, kunnen, ondanks het in artikel 28 bepaalde aantal plaatsen, worden vervangen, maar dan tot ten hoogste twee staatsraden, een advocaat-generaal, vier eerste auditeurs of auditeurs samen en één griffier boven dat aantal ».

XI.

Artikel 31 te vervangen als volgt :

« Artikel 31. — In artikel 57 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden « en van het auditoraat » vervangen door « de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal en de leden van het auditoraat en van het coördinatiebureau ».

XII.

Artikel 32 te vervangen als volgt :

Artikel 32. — Artikel 1 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. — § 1. De wedden van de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters, de staatsraden, de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de hoofdgriffier en de griffiers van de Raad van State worden als volgt vastgesteld :

Eerste voorzitter	386.000 F
Voorzitter	376.000 F
Kamervoorzitter	336.000 F
Staatsraden	304.000 F
Eerste advocaat-generaal	359.000 F
Advocaten-generaal	304.000 F
Eerste auditeurs	256.000 F
Auditeurs	193.000 F
Hoofdgriffier	256.000 F
Griffiers	153.000 F

» § 2. Wanneer een lid van de Mynraad als mijnsessor aan de Raad van State wordt verbonden, bedraagt zijn wedde 188.000 frank ».

XIII.

A l'article 34, remplacer par ce qui suit le § 1^{er} du nouvel article 3 :

« Article 3. — § 1^{er}. Les traitements et indemnités visés aux articles 1^{er} et 2 sont majorés après chaque période de trois années de fonctions au Conseil d'Etat.

» Ces majorations se répartissent comme suit :

» 1^o en ce qui concerne le premier président, le président, les présidents de chambre, les conseillers d'Etat, le premier avocat général, les avocats généraux, les premiers auditeurs, les auditeurs, le greffier en chef et les greffiers : sept majorations successives d'un import total de 72.000 francs, les trois premières de 14.400 francs et les quatre autres de 7.200 francs;

» 2^o en ce qui concerne les assesseurs de la section de législation : sept majorations successives d'un import total de 36.000 francs, les trois premières de 7.200 francs et les quatre autres de 3.600 francs ».

XIV.

A l'article 35, dans le nouvel article 17, § 2, de la loi du 15 avril 1958, remplacer :

« 1^o à l'alinéa 2, les mots « auditeur général » par les mots « premier avocat général »;

2^o à l'alinéa 2 et à l'alinéa 3, les mots « auditeurs adjoints » par le mot « auditeurs ».

XV.

Remplacer l'article 36 par ce qui suit :

Article 36. — L'article 17, § 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les auditeurs, membres du bureau de coordination et substituts en fonctions en cette qualité à la date du 5 mai 1958, peuvent accéder à la fonction de premier avocat général par dérogation aux dispositions de l'article 33, § 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, tel qu'il a été ultérieurement modifié.

« Si le premier avocat général ne justifie pas de la connaissance de la langue nationale autre que celle de son diplôme, le Roi désigne parmi les avocats généraux, pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions, un avocat général qui a obtenu son diplôme dans la langue dont le premier avocat général n'a pas connaissance ou qui est inscrit au rôle linguistique qui n'est pas celui auquel appartient le premier avocat général, conformément à l'arrêté royal visé au § 7 du présent article.

» Le premier avocat général lui délègue ses attributions chaque fois que l'exercice de celles-ci porte

XIII.

In artikel 34, § 1 van het nieuwe artikel 3 te vervangen als volgt

« Artikel 3. — § 1. De wedden en vergoedingen bepaald in de artikelen 1 en 2 worden na iedere periode van drie jaar ambtsuitoefening bij de Raad van State verhoogd.

» Die verhogingen worden als volgt gespreid :

» 1^o voor de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters, de staatsraden, de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de hoofdgriffier en de griffiers : zeven opeenvolgende verhogingen tot 72.000 frank in het geheel, waarvan de eerste drie 14.400 frank, de overige vier 7.200 frank bedragen;

» 2^o voor de assessoren van de afdeling wetgeving : zeven opeenvolgende verhogingen tot 36.000 frank in het geheel, waarvan de eerste drie 7.200 frank, de overige vier 3.600 frank bedragen ».

XIV.

Onder artikel 35, in het nieuwe artikel 17, § 2, van de wet van 15 april 1958 :

« 1^o in het 2^e lid, het woord « auditeur-generaal » vervangen door de woorden « eerste advocaat-generaal »;

2^o in het 2^e en in het 3^e lid, het woord « adjunct-auditeurs » te vervangen door het woord « auditeurs ».

XV.

Artikel 36 te vervangen als volgt :

Artikel 36. — Artikel 17, § 3, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De auditeurs, leden van het coördinatiebureau en substituten, als zodanig in dienst op 5 mei 1958, kunnen benoemd worden tot eerste advocaat-generaal zonder rekening te houden met het bepaalde in artikel 33, § 2, 2^o lid, van de wet van 23 december 1946, zoals sindsdien gewijzigd.

« Indien de eerste advocaat-generaal niet bewijst de andere landstaal dan die van zijn diploma machtig te zijn, stelt de Koning onder de advocaten-generaal, om de eerste advocaat-generaal in zijn ambtsuitoefening bij te staan, een advocaat-generaal aan die zijn diploma behaald heeft in de taal welke de eerste advocaat-generaal niet machtig is, of die tot de andere taalrol dan de eerste advocaat-generaal behoort, overeenkomstig het koninklijk besluit waarvan sprake in § 7 van dit artikel.

» De eerste advocaat-generaal draagt hem de uitoefening van zijn bevoegdheden op telkens als het

sur une affaire qui doit être instruite dans une langue qui n'est pas celle du diplôme du premier avocat général ».

XVI.

Supprimer le 3^e de l'article 37.

XVII.

Remplacer les articles 38 à 40 par ce qui suit :

Article 38. — § 1^{er}. L'auditeur général en fonctions en cette qualité au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, acquiert de plein droit la qualité de premier avocat général; il continue à porter le titre d'auditeur général.

§ 2. L'auditeur général adjoint, en fonctions en cette qualité en vertu de l'article 17, § 3, de la loi du 15 avril 1958, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, acquiert de plein droit la qualité d'avocat général, chargé des fonctions de premier avocat général adjoint; il continue à porter le titre d'auditeur général adjoint.

§ 3. Les auditeurs, les substituts de l'auditeur général, le greffier et les greffiers adjoints en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, prennent respectivement les titres de premier auditeur, d'auditeur, de greffier en chef et de greffier. Pour le calcul de leur ancienneté, les années pendant lesquelles ils ont exercé leurs fonctions sous le titre établi avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent à être prises en considération. Ces premiers auditeurs et auditeurs sont affectés à l'auditorat.

§ 4. Les membres du bureau de coordination qui, le 1^{er} mai 1962, comptaient au moins cinq ans de fonctions en cette qualité ou en qualité de substitut de l'auditeur général, acquièrent de plein droit la qualité de premier auditeur. Ils prennent rang en cette qualité à la suite des auditeurs déjà en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Ils sont affectés au bureau de coordination.

Les membres du bureau de coordination, qui, le 1^{er} mai 1962, comptaient moins de cinq ans de fonctions en cette qualité ou en qualité de substitut de l'auditeur général, acquièrent de plein droit la qualité d'auditeur. Ils prennent rang en cette qualité à la date de leur nomination en qualité de membre du bureau de coordination ou, le cas échéant, à la date de leur nomination en qualité de substitut de l'auditeur général. Ils sont affectés au bureau de coordination ».

Article 39. — § 1^{er}. Nonobstant les articles 28, § 2, et 33, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifiés par la présente loi, les auditeurs qui, le 1^{er} mai 1962, étaient en fonctions comme membres du bureau de coordination ou comme substituts de l'auditeur général peuvent, après quinze ans de fonctions en qualité d'auditeur, de membre du bureau de coordination ou de substitut de l'auditeur général, être nommés premiers auditeurs. Ces nominations ont lieu sur

zaken betreft die moeten onderzocht worden in een taal die niet is die van het diploma van de eerste advocaat-generaal ».

XVI.

Het 3^e van artikel 37 te doen vervallen.

XVII.

De artikelen 38 tot 40 te vervangen als volgt :

Artikel 38. — § 1. De auditeur-generaal die bij de inwerkingtreding van deze wet als zodanig in dienst is, verkrijgt van rechtswege de hoedanigheid van eerste advocaat-generaal; hij behoudt de titel van auditeur-generaal.

§ 2. De adjunct-auditeur-generaal die bij de inwerkingtreding van deze wet als zodanig in dienst is op grond van artikel 17, § 3, van de wet van 15 april 1958, verkrijgt van rechtswege de hoedanigheid van advocaat-generaal, belast met het ambt van adjunct-eerste advocaat-generaal; hij behoudt de titel van adjunct-auditeur-generaal.

§ 3. De auditeurs, de substituut-auditeurs-generaal, de griffier en de adjunct-griffiers die in dienst zijn de dag waarop deze wet in werking treedt, verkrijgen onderscheidenlijk de titels van eerste auditeur, auditeur, hoofdgriffier en griffier. Voor het berekenen van hun anciënniteit blijven in aanmerking komen de jaren dat zij hun ambt hebben uitoefend onder de titel die zij vóór de inwerkingtreding van deze wet hadden. Deze eerste auditeurs en auditeurs worden bij het auditoraat ingedeeld.

§ 4. Leden van het coördinatiebureau die op 1 mei 1962 als zodanig of als substituut-auditeur-generaal ten minste vijf jaar dienst telden, worden van rechtswege eerste auditeur. Zij nemen in die hoedanigheid hun rang in na de auditeurs die reeds in dienst zijn de dag waarop deze wet in werking treedt. Zij worden bij het coördinatiebureau ingedeeld.

Leden van het coördinatiebureau die op 1 mei 1962 als zodanig of als substituut-auditeur-generaal minder dan vijf jaar dienst telden, worden van rechtswege auditeur. Zij nemen in die hoedanigheid hun rang in op de dag van hun benoeming tot lid van het coördinatiebureau of, in voorkomend geval, de dag van hun benoeming tot substituut-auditeur-generaal. Zij worden bij het coördinatiebureau ingedeeld.

Artikel 39. — § 1. Ondanks de artikelen 28, § 2, en 33, § 1, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, kunnen de auditeurs die op 1 mei 1962 als lid van het coördinatiebureau of als substituut-auditeur-generaal in dienst waren, na vijftien jaren dienst als auditeur, lid van het coördinatiebureau of substituut-auditeur-generaal, tot eerste auditeur worden benoemd. Die benoemingen geschieden op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering

proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et du premier avocat-général.

Pour le calcul de l'ancienneté requise dans le chef des bénéficiaires du présent article, il est éventuellement tenu compte de la moitié de la durée des services qu'ils ont accomplis en qualité de greffier adjoint ou de membre du personnel administratif attaché au bureau de coordination.

Sous réserve de l'article 54^{ter} de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi, l'application du présent article ne peut avoir pour effet de porter au-delà de quarante le nombre total des premiers auditeurs et auditeurs.

Les auditeurs qui justifient de la connaissance de la seconde langue nationale et qui sont nommés premiers auditeurs en vertu du présent article continuent à être comptés avec les auditeurs pour l'application de l'article 33, § 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi.

§ 2. Les premiers auditeurs nommés en application du présent article accèdent de plein droit, au fur et à mesure des vacances aux places de premiers auditeurs prévues par l'article 28, § 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi, pour autant qu'ils justifient des connaissances requises en matière de langues pour occuper la place devenue vacante. Toutefois, les intéressés n'accèdent de plein droit qu'aux places devenant respectivement vacantes soit à l'auditorat, soit au bureau de coordination, selon qu'ils font partie de l'un ou de l'autre de ces organismes.

Article 40. — Les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat qui ont été autorisés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi à exercer des fonctions dans l'enseignement supérieur, conservent le bénéfice des autorisations ainsi accordées.

Toutefois, s'il s'agit du premier avocat général, d'avocats généraux, de membres de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe, leurs cours ne pourront être reportés sur plus de deux demi-journées par semaine, et le nombre de ces cours ne pourra être augmenté au-delà de la limite fixée à l'article 54, § 2, de la loi du 23 décembre 1946, telle qu'elle est modifiée par la présente loi.

XVIII.

Remplacer les articles 42 à 43 par ce qui suit :

Article 42. — Par dérogation à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 5 avril 1955, modifiée par l'article 32 de la présente loi, le greffier en chef, qui est en fonction en qualité de greffier à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, bénéficie d'un traitement de 304.000 francs.

Article 43. — Continuent à bénéficier, à titre personnel, des traitements et des régimes de majorations d'ancienneté établis par la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat :

van de Raad van State en van de eerste advocaat-generaal.

Voor de berekening van de anciënniteit van de betrokkenen wordt eventueel rekening gehouden met de helft van de duur der diensten die zij als adjunct-griffier of als lid van het aan het coördinatiebureau verbonden administratief personeel hebben verricht.

Onder voorbehoud van artikel 54^{ter} van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, mag de toepassing van dit artikel er niet toe leiden, dat er in totaal meer dan veertig eerste auditeurs en auditeurs zijn.

De auditeurs die bewijzen de tweede landstaal machtig te zijn en krachtens dit artikel tot eerste auditeur zijn genoemd, worden verder onder de auditeurs gerekend voor de toepassing van artikel 33, § 2, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet.

§ 2. De krachtens dit artikel benoemde eerste auditeurs bezetten van rechtswege de plaatsen van eerste auditeur bedoeld in artikel 28, § 2, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, naargelang deze vrijkomen, en voor zover zij het bewijs leveren van de talenkennis die voor het bekleden van de vrijgekomen plaats vereist is. De betrokkenen bezetten echter van rechtswege alleen de plaatsen die onderscheidenlijk vrijkomen hetzij bij het auditoraat, hetzij bij het coördinatiebureau, naargelang zij tot het ene dan wel tot het andere lichaam behoren.

Artikel 40. — Ambtsdragers van de Raad van State, die vóór de inwerkingtreding van deze wet vergunning hebben verkregen om een ambt in het hoger onderwijs uit te oefenen, behouden het voordeel van de aldus toegestane vergunningen.

De eerste advocaat-generaal, advocaten-generaal, leden van auditoraat, coördinatiebureau of griffie mogen echter hun cursussen over niet meer dan twee halve dagen per week spreiden; het getal van die cursussen mag niet verhoogd worden tot boven de grens, gesteld bij artikel 54, § 2, van de wet van 23 december 1946, zoals ze bij deze wet gewijzigd is.

XVIII.

De artikelen 42 tot 43 te vervangen als volgt :

Artikel 42. — In afwijking van artikel 1, § 1, van de wet van 5 april 1955, gewijzigd bij artikel 32 van deze wet, geniet de hoofdgriffier die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet als griffier in dienst is, een wedde van 304.000 francs.

Artikel 43. — De wedden en de regelingen inzake anciënniteitsverhoging, vastgesteld in de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, blijven persoonlijk genieten :

1° Les auditeurs qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont en fonctions en qualité de membre du bureau de coordination ou de substitut de l'auditeur général;

2° Les greffiers qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont en fonctions en qualité de greffier adjoint.

Justification.

I.

L'objet essentiel des amendements est de mieux préciser la distinction entre les fonctions d'avis et d'instruction, qui sont actuellement exercées toutes deux par l'auditorat, et d'aménager en ce sens l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Etat.

Dans l'organisation initiale du Conseil, les auditeurs et substituts n'avaient qu'à « participer à l'instruction des affaires dans les deux sections » : telle était la définition que donnait de leur mission l'article 36 de la loi organique dans sa version initiale du 23 décembre 1946. Ils furent, dès l'origine, chargés d'établir, à la section d'administration, des rapports sur l'état des affaires et éventuellement, des rapports complémentaires, et d'y effectuer les divers devoirs d'instruction. De même, à la section de législation, ils avaient à préparer, en qualité de rapporteurs, l'examen des projets, propositions ou amendements soumis à cette section. D'une manière générale, le rôle qui leur était ainsi dévolu était à peu près le même que celui qu'exercent, auprès du Conseil d'Etat français, les auditeurs de première et de deuxième classe ou, auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes, les rapporteurs adjoints.

Dans ce premier stade de l'activité du Conseil d'Etat belge, il lui manquait quelque chose : on n'y voyait pas encore exercer la fonction qui, en France, échoit aux maîtres des requêtes, lorsque sous la dénomination, historiquement explicable mais aujourd'hui très peu adéquate, de « commissaires du gouvernement », ils présentent publiquement, en fin de procédure, des conclusions motivées sur les affaires contentieuses soumises au Conseil d'Etat, et qui, d'ailleurs, correspond à celle qu'exercent, depuis 1952, les avocats généraux de la Cour de Justice de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, devenue depuis lors la Cour de Justice des trois Communautés européennes.

Cette fonction ne paraissait pas avoir été prévue par le législateur belge lors de l'élaboration de la loi de 1946 et aucun organe ne semblait d'ailleurs exister pour l'exercer. On comprend donc assez naturellement que certains se soient efforcés de combler ce vide.

C'est ainsi qu'un arrêté royal du 15 juillet 1956 modifia l'article 29 du Règlement de Procédure de la section d'administration en prévoyant que désormais les membres de l'auditorat donneraient leur avis en audience publique à la fin des débats sur les affaires à juger par cette section.

Le législateur confirma cette innovation en complétant, dans le même sens, par la loi du 15 avril 1958, l'article 36 de la loi organique.

Si un vide était ainsi comblé, une confusion regrettable s'introduisit en même temps : la confusion entre, d'une part, la mission d'instruction préparatoire, qui doit s'exercer en une certaine dépendance vis-à-vis de l'organe de jugement, surtout s'il s'agit, comme au Conseil d'Etat, d'une procédure de type inquisitoire, et, d'autre part, la mission de présenter, en fin de procédure, un avis motivé, impartial et tout à fait indépendant sur la solution à donner au litige.

1° De auditeurs die, de dag waarop deze wet in werking treedt, als lid van het coördinatiebureau of als substituut-auditeur generaal in dienst zijn;

2° De griffiers die, de dag waarop deze wet in werking treedt, als adjunct-griffier in dienst zijn.

Verantwoording.

I.

Het wezenlijk doel van de amendementen ligt in het nader verduidelijken van het onderscheid tussen de taken van advies en van onderzoek, die thans beide door het auditoraat werden vervuld, en in een daaruit voortvloeiende aanpassing van de inrichting en de werking van de Raad van State.

Volgens de aanvankelijke organisatie van de Raad, hadden de auditeurs en substituten slechts tot taak « deel te nemen aan het onderzoek in beide afdelingen » : aldus was hun opdracht bepaald in de oorspronkelijke redactie van artikel 36 van de organieke wet van 23 december 1946. Vanaf het begin werden zij er mede belast, voor de afdeling administratie verslagen uit te brengen over de stand der zaken, zo nodig daarover aanvullende verslagen op te stellen en diverse taken van onderzoek te verrichten. Bij de afdeling wetgeving moesten zij eveneens als rapporteurs het onderzoek voorbereiden van de aan die afdeling overgemaakte ontwerpen, voorstellen en amendementen. Over het algemeen stemde de hun aldus toegewezen taak enigszins overeen met die welke enerzijds bij de Franse Raad van State vervuld wordt door de aldaar fungerende auditeurs eerste en tweede klasse en anderzijds bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen door de adjunct-rapporteurs.

In dat eerste stadium van de werking van de Belgische Raad van State ontbrak iets : bij hem werd nog niet de functie uitgeoefend die, enerzijds, bij de Franse Raad van State vervuld wordt door de « maîtres des requêtes » wanneer zij, onder de historisch wellicht verklaarbare doch thans wel zeer onjuiste benaming van « commissaires du gouvernement », op het einde van de debatten, in het openbaar, met redenen omklede conclusies voorgedragen over de bij de Raad van State aanhangig gemaakte geschillen, en die, anderzijds, overeenstemt met die welke sedert 1952 wordt vervuld door de advocaten-generaal bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, dat nadien het Hof van Justitie van de drie Europese Gemeenschappen is geworden.

Aan deze functie bleek niet gedacht te zijn door de Belgische wetgever, toen hij de wet van 1946 uitwerkte, en geen orgaan scheen te bestaan om ze uit te oefenen. Zo kan men begrijpen dat sommigen zich natuurlijkerwijze hebben ingespannen om in die leemte te voorzien.

Zo werd, bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 29 van de Procedure-Regeling van de afdeling administratie in die zin gewijzigd, dat voortaan de leden van het auditoraat in openbare terechtzitting, aan het einde van de debatten, hun advies zouden uitbrengen over de door die afdeling te beoordelen geschillen.

De wetgever bekrachtigde die wijziging en vulde, bij wet van 15 april 1958, artikel 36 van de organieke wet in dezelfde zin aan.

Zo was wel in een leemte voorzien, doch tevens werd een betreurenswaardige confusie totstandgebracht tussen, enerzijds, de taak van voorbereidend onderzoek, die moet worden uitgeoefend in een zekere afhankelijkheid ten opzichte van het met rechtspraak belaste orgaan, vooral waar het, zoals bij de Raad van State, gaat over een rechtspleging van inquisitoriale aard, en, anderzijds, het uitbrengen, op het einde van de procedure, van een met redenen omkleed, onpartijdig en volkomen onafhankelijk advies over de aan het geschil te geven oplossing.

Par ailleurs, tout en confiant à l'auditorat du Conseil d'Etat deux missions, à la vérité très différentes, on négligea de mettre la structure et le statut de l'auditorat en concordance avec l'extension donnée à ses attributions, et surtout avec le besoin d'indépendance qu'impliquait la nouvelle fonction d'avis.

A ce point de vue, le projet n° 128, soumis aux délibérations du Sénat le 5 mars 1963, tendait précisément à compléter les réformes de 1956 et de 1958 par les aménagements structurels et statutaires qui devaient normalement en résulter et à permettre une évolution vers une distinction plus nette entre la fonction d'instruction et la fonction d'avis.

C'était essentiellement par la création du grade nouveau de premier auditeur, que le gouvernement voulait réaliser ce double objectif. Les premiers auditeurs, placés à un niveau équivalent à celui des conseillers d'Etat, devaient, dans le système envisagé, jouir, dans l'exercice de la fonction d'avis, d'une indépendance égale à celle dont jouissent les membres du Conseil d'Etat eux-mêmes dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles et consultatives. Structurellement et statutairement dégagés de toute subordination vis-à-vis du Conseil, ils devaient, selon les termes dans lesquels les traités relatifs aux Communautés européennes définissent la mission des avocats généraux de la Cour de Justice des trois Communautés, « présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires soumises à la Cour... en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission ».

Les auditeurs et substituts devaient, par contre, dans l'esprit du projet, rester plutôt cantonnés dans l'exercice de la fonction d'instruction.

Le projet ne contenait toutefois pas de dispositions tendant à réserver l'exercice de la fonction d'avis aux premiers auditeurs. On avait pu penser, en effet, que les dispositions de ce genre pourraient paraître moins opportunes, compte tenu notamment du fait que les textes actuels et la pratique qui en a résulté accordent indistinctement l'exercice des fonctions d'instruction et d'avis à tous les membres de l'auditorat. Sans vouloir modifier sur ce point la législation existante, le projet, dans la forme dans laquelle il avait été soumis au Sénat en mars 1963, permettait en tout cas une évolution vers une délimitation plus claire des fonctions : cette évolution pouvait tout naturellement et progressivement résulter de la répartition interne des tâches au sein de l'auditorat réorganisé.

D'autre part, il n'était peut-être pas suffisamment indiqué d'exclure totalement toute participation d'auditeurs ou même de substituts à l'exercice de la fonction d'avis, puisque l'exemple de la France montre déjà que parfois il est nécessaire de faire intervenir des auditeurs comme « commissaires adjoints du gouvernement ».

Les discussions déjà consacrées au projet par la Commission de l'Intérieur et de la Fonction publique du Sénat, ont toutefois fait apparaître que le problème posé par la confusion actuelle des fonctions d'avis et d'instruction exigeait, dès à présent, une solution plus claire et plus nette.

Le gouvernement a donc estimé devoir proposer de nouveaux textes, permettant au Sénat et à la Chambre de se prononcer avec une plus grande précision, tant sur la répartition des tâches que sur la structure des organes.

Essentiellement, les nouvelles dispositions, formulées dans les amendements gouvernementaux, comportent ce qui suit :

1. Plutôt que de créer, dans le cadre de la hiérarchie actuelle de l'auditorat, un nouveau grade de premier auditeur, sans distinguer clairement les fonctions d'instruction et d'avis, les amendements tendent à créer la fonction nouvelle d'avocat général, en définissant la mission qui correspondra à cette fonction nouvelle auprès de la section d'administration en des termes à peu près identiques à ceux qui, dans les traités

Wijl men aldus het auditoraat belaste met twee uiteraard zeer verschillende taken, liet men tevens na, de structuur en de rechtspositie van het auditoraat in overeenstemming te brengen met de uitbreiding van zijn bevoegdheid en vooral met de behoefte aan onafhankelijkheid die verbonden was met de nieuwe adviesfunctie.

Het ontwerp n° 128, dat op 5 maart 1963 bij de Senaat werd ingediend, had in dit opzicht tot doel, de hervormingen van 1956 en van 1958 te vervolledigen door het invoeren van de daaruit normaal voortvloeiende structurele en statutaire aanpassingen en door het mogelijk maken van een ontwikkeling in de richting van een meer duidelijke afbakening tussen de onderzoeks- en adviesfuncties.

Wezenlijk meende de Regering dit tweevoudige doel te moeten nastreven door het invoeren van een rang van eerste auditeur. In het ontworpen bestel moesten de eerste auditeurs, aan dewelke een positie van ongeveer gelijke hoogte als die van de staatsraden werd toegewezen, bij de uitoefening van de adviesfunctie dezelfde onafhankelijkheid genieten als die van de leden van de Raad van State zelf in de uitoefening van hun rechtsprekende en consultatieve taken. In statutair en structureel opzicht ontheven van elke afhankelijkheid ten opzichte van de Raad, moesten zij, volgens de bewoordingen waarin de verdragen betreffende de Europese Gemeenschappen de taak van de advocaten-generaal van het Hof van Justitie der drie Gemeenschappen bepalen, « in het openbaar, in volkomen onpartijdigheid en onafhankelijkheid, met redenen omklede conclusies nemen aangaande zaken ingeleid bij het Hof, ten einde dit in de uitoefening van zijn taak ter zijde te staan ».

Volgens de geest van het ontwerp dienden dan de auditeurs en substituten veeleer te blijven bij de uitoefening van de onderzoeksfunctie.

Het ontwerp hield nochtans geen bepalingen in, waarbij de uitoefening van de adviesfunctie aan de eerste auditeurs zou zijn voorbehouden. Men kon inderdaad van mening zijn dat zodanige bepalingen als minder gewenst zouden voorkomen, vermits met name volgens de vigerende regelingen en de daarbij aansluitende praktijk alle leden van het auditoraat zonder onderscheid zowel met de adviesfunctie als met de onderzoeksfunctie waren belast. Zonder in dat opzicht de bestaande wetgeving te willen veranderen, liet het ontwerp, in de gedaante waarin het in maart 1963 aan de Senaat werd overgemaakt, in elk geval een ontwikkeling toe in de richting van een klaardere afbakening der taken : die ontwikkeling kon op natuurlijke en geleidelijke wijze worden totstandgebracht door de interne verdeling der werkzaamheden binnen het anders ingerichte auditoraat zelf.

Anderzijds was het wellicht niet in voldoende mate verantwoord de auditeurs en substituten volledig van elke deelneming in de adviesfunctie uit te sluiten, daar immers het Franse voorbeeld reeds laat blijken dat het wel eens nodig is auditeurs te laten optreden als « commissaires adjoints du gouvernement ».

De besprekingen reeds aan het ontwerp gewijd in de Senaatscommissie voor de Binnenlandse Zaken en voor het Openbaar Ambt hebben echter aangetoond dat het vraagstuk gesteld door de confusie die thans bestaat tussen de adviesfunctie en de onderzoeksfunctie van nu af aan een klaardere en duidelijkere oplossing vereist.

De Regering heeft het dus noodzakelijk geacht nieuwe bepalingen voor te stellen, waardoor aan de Senaat en aan de Kamer de gelegenheid wordt geboden zich op een meer nauwkeurige wijze uit te spreken, zowel wat betreft de verdeling van de bevoegdheden als wat betreft de structuur van de organen.

Wezelijk behelzen de in de regeringsamendementen vervatte bepalingen wat volgt :

1. Veeleer dan in het raam van de huidige hiërarchie van het auditoraat een nieuwe rang van eerste auditeur te voorzien, zonder duidelijk de adviesfunctie en de onderzoeksfunctie van elkaar te onderscheiden, strekken de amendementen tot het invoeren van het nieuw ambt van advocaat-generaal en tot het definiëren van de met dat nieuwe ambt bij de afdeling administratie verbonden taak in bewoordingen die vrijwel geheel

européens, déterminent les attributions des avocats généraux de la Cour de Justice des trois Communautés, et en prévoyant d'autre part, pour les titulaires de cette nouvelle fonction, des attributions analogues auprès de la section de législation. Tel est l'objet du nouveau § 1^{er} de l'article 36 de la loi organique, proposé dans le texte amendé de l'article 14 du projet. Ainsi, la fonction d'avis sera désormais dévolue, en principe, à ces avocats généraux.

2. Quant aux auditeurs et substituts, dénommés dans la version initiale du projet n° 128, auditeurs et auditeurs adjoints, les amendements tendent à leur conserver la mission d'instruction dont ils furent chargés dès la création du Conseil d'Etat et qu'ils continueront à exercer pour le compte des diverses formations du Conseil, une certaine supervision étant désormais exercée à leur égard par les avocats généraux. En s'inspirant plus ou moins de la terminologie en vigueur auprès du Conseil d'Etat français, où les titulaires des fonctions correspondantes sont appelés respectivement auditeurs de première classe et auditeurs de deuxième classe, les amendements proposent le remplacement de la dénomination d'auditeur par celle de premier auditeur et de celle de substitut par celle d'auditeur. Afin de garantir une mise en œuvre suffisamment souple du nouveau système et de permettre une adaptation constante aux besoins, il est prévu que les premiers auditeurs et auditeurs pourront, si les besoins du service le requièrent, être chargés d'assister ou de représenter les avocats généraux dans l'exercice des fonctions de ceux-ci. Telles sont les dispositions du nouveau § 3 de l'article 36 de la loi organique, proposé dans le nouveau texte de l'article 14 du projet.

3. Ces modifications ont paru devoir entraîner la nécessité de prévoir un nombre d'avocats généraux légèrement supérieur à celui prévu dans le texte initial du projet pour les premiers auditeurs, et de diminuer, dans une mesure correspondante, le nombre prévu pour les auditeurs et auditeurs adjoints, qui seront, d'après la nouvelle terminologie des amendements, les premiers auditeurs et auditeurs. C'est ainsi que le cadre prévu à l'article 28 de la loi organique, comprendra, selon le nouveau texte de l'article 9 du projet, d'une part, un premier avocat général et sept avocats généraux, et, d'autre part, vingt premiers auditeurs, dont dix-sept affectés à l'auditorat proprement dit et trois au bureau de coordination, et, de même, vingt auditeurs, dont dix-sept affectés à l'auditorat et trois au bureau de coordination.

II.

Les amendements comportent, pour le surplus, un certain nombre de modifications complémentaires à celles indiquées ci-dessus :

1. Le Gouvernement propose de réserver dorénavant les deux tiers des emplois de membres du Conseil d'Etat, d'une part, et, d'autre part, des emplois de premier avocat général et avocat général comptés ensemble, aux premiers auditeurs (nouvel alinéa 3 de l'article 30 de la loi organique, introduit par l'article 9bis du projet amendé).

2. Le Gouvernement propose de prévoir pour le premier avocat général et pour les avocats généraux les mêmes conditions de nomination que pour les membres du Conseil d'Etat et pour les assesseurs de la section de législation (modification introduite à l'alinéa premier de l'article 30 de la loi organique par l'article 9bis) et de les faire nommer par le Roi, le Conseil d'Etat entendu, leur révocation ne pouvant avoir lieu que sur avis conforme du Conseil d'Etat statuant à la majorité des deux tiers de ses membres (nouvel article 35bis de la loi organique, introduit par l'article 13bis du projet amendé).

overeenstemmen met die waarin, in de Europese verdragen, de taak van de advocaten-generaal van het Hof van Justitie der drie Gemeenschappen is bepaald; anderzijds strekken de amendementen er eveneens toe met dit ambt ook soortgelijke taken bij de afdeling wetgeving te verbinden. Dit wordt beoogd in de nieuwe § 1 van artikel 36 van de organieke wet, zoals voorgesteld in de geamendeerde redactie van artikel 14 van het ontwerp. Zo zal dan voortaan de adviesfunctie principieel aan die advocaten-generaal worden toevertrouwd.

2. Wat betreft de auditeurs en substituten, die in de eerste redactie van het ontwerp n° 128 werden aangeduid als auditeurs en adjunct-auditeurs, strekken de amendementen er toe, hun verder de onderzoeksfunctie te laten uitoefenen, die hun sedert de oprichting van de Raad van State was toevertrouwd en die ze verder zullen dienen te vervullen ten behoeve van de verschillende geledingen van de Raad, ditmaal onder een zeker toezicht vanwege de advocaten-generaal. In enige mate aansluitend bij de terminologie die gebruikt wordt in Frankrijk, waar de hiermede overeenstemmende ambten die van auditeurs eerste en twee klasse zijn, wordt in de amendementen voorgesteld de thans vigerende benamingen van auditeur en van substitut onderscheidenlijk te vervangen door die van eerste auditeur en auditeur. Ten einde een voldoende mate van soepelheid in de werking van het nieuwe bestel te waarborgen, en een constante aanpassing aan de behoeften mogelijk te maken, wordt voorgesteld dat de eerste auditeurs en auditeurs, wanneer de behoeften van de dienst het vereisen, er mede belast zullen kunnen worden de advocaten-generaal in de uitoefening van hun taken bij te staan of te vertegenwoordigen. Dit wordt bepaald in de nieuwe § 3 van artikel 36 van de organieke wet, zoals voorgesteld in de geamendeerde redactie van artikel 14 van het ontwerp.

3. De aldus aan het ontwerp toegebrachte wijzigingen blijken te moeten leiden tot het vaststellen van een aantal advocaten-generaal dat iets hoger uitvalt dan het aantal eerste auditeurs dat in de aanvankelijk voorgestelde tekst was voorzien, en tot een overeenkomstige vermindering van de aantallen eerst voorgesteld voor de betrekkingen van auditeurs en adjunct-auditeurs, voor dewelke nu de benamingen van eerste auditeurs en auditeurs worden gebruikt. Zo omvat het kader, vastgesteld in artikel 28 van de organieke wet, zoals de wijziging daarvan wordt voorgesteld in de nieuwe redactie van artikel 9 van het ontwerp, enerzijds een eerste advocaat-generaal en zeven advocaten-generaal, en anderzijds twintig eerste auditeurs, van wie zeventien ingedeeld bij het eigenlijke auditoraat en drie bij het coördinatiebureau, en eveneens twintig auditeurs, waarvan zeventien ingedeeld bij het eigenlijke auditoraat en drie bij het coördinatiebureau.

II.

De amendementen behelzen vervolgens enige bij het voorgaande aansluitende bijkomende wijzigingen :

1. De Regering stelt voor, voortaan de twee derden van de ambten van lid van de Raad van State enerzijds en anderzijds van de gezamenlijke ambten van eerste advocaat-generaal en advocaat-generaal, voor te behouden aan de eerste auditeurs (nieuw derde lid van artikel 30 van de organieke wet, zoals ingevoegd door artikel 9bis van het geamendeerde ontwerp).

2. De Regering stelt voor, voor de eerste advocaat-generaal en voor de advocaten-generaal dezelfde benoemingsvoorwaarden vast te stellen als voor de leden van de Raad van State en voor de assessen van de afdeling wetgeving (wijziging ingevoerd in artikel 30, eerste lid, van de organieke wet door artikel 9bis van het geamendeerde ontwerp) en ze te laten benoemen door de Koning, de Raad van State gehoord, en voorts te bepalen dat zij slechts kunnen worden ontslagen op eensluidend advies van de Raad van State die alsdan behoort te beslissen met een twee derde meerderheid van zijn leden (nieuw artikel 35bis, in de organieke wet ingevoegd door artikel 13bis van het geamendeerde ontwerp).

Les autres amendements sauf ceux expliqués sous III ci-après ne tendent qu'à mettre les autres textes du projet en concordance avec les modifications ainsi introduites.

III.

Il convient de signaler en outre que le Gouvernement propose également :

1° de permettre que des chambres de complément soient créées à la section de législation au même titre qu'à la section d'administration (nouvel article 19 C du projet) et que les membres de la section d'administration puissent siéger comme suppléants à la section de législation, tout comme l'inverse est déjà possible actuellement (alinéa 3 proposé par l'article 43 de la loi organique par l'article 18 du projet amendé);

2° de donner au chef du greffe la dénomination de greffier en chef, plutôt que celle de référendaire-greffier en chef (article 28, § 2, 3°, de la loi organique, modifié par l'article 9 du projet amendé, et autres articles mis en concordance avec cette modification).

IV.

Les amendements ne modifient pas encore les montants des rémunérations et indemnités prévues dans le texte initial du projet n° 128. Des chiffres nouveaux seront proposés prochainement, dans le cadre de la revalorisation de la situation pécuniaire du personnel des corps spéciaux.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,*

De overige wijzigingen, behalve die welke sub III hierna worden toegelicht, hebben slechts tot voorwerp de andere bepalingen van het ontwerp met de aldus daaraan toegebrachte wijzigingen in overeenstemming te brengen.

III.

Voorts moet nog worden aangemerkt dat de Regering eveneens voorstelt :

1° toe te laten dat bij de afdeling wetgeving, zoals dit reeds het geval is bij de afdeling administratie, aanvullende kamers zouden worden opgericht (nieuw artikel 19 C van het ontwerp) en dat de leden van de afdeling administratie als plaatsvervangende leden zouden kunnen worden bijgeroepen in de afdeling wetgeving, zoals ook reeds het omgekeerde mogelijk is (derde lid voorgesteld voor artikel 43 van de organieke wet in artikel 18 van het geamendeerde ontwerp);

2° aan het hoofd van de griffie de benaming van hoofdgriffier te geven, veeleer dan die van referendaris-hoofdgriffier (artikel 28, § 2, 3°, van de organieke wet, gewijzigd door artikel 9 van het geamendeerde ontwerp, en andere met die wijziging in overeenstemming gebrachte bepalingen).

IV.

Door de amendementen wordt nog geen wijziging toegebracht aan de bedragen der bezoldigingen en vergoedingen, bepaald in de aanvankelijke redactie van ontwerp n° 128. Nieuwe cijfers zullen weldra voorgesteld worden, binnen het algemeen verband van de herwaardering van de bezoldigingsregeling van het personeel der bijzondere lichamen.

*De Minister van Binnenlandse Zaken
en van het Openbaar Ambt,*

A. GILSON.